



**Rapport de la Troisième Réunion Statutaire Conjointe des
Commissions sur “Genre, Enfants et Personnes
vulnérables” et “Questions Humanitaire et Sociale”
du FP-CIRGL**

Le 23 novembre 2020

Réunion virtuelle

Table des matières

Introduction.	1
Note technique	Erreur ! Signet non défini.
Cérémonie d'ouverture.....	1
Secrétaire général du FP-CIRGL - Ambassadeur Kakoba Onyango.	Erreur ! Signet non défini.
Co-Président par intérim – Hon. Doreen Mwape.....	Erreur ! Signet non défini.
Exposé	Erreur ! Signet non défini.
Débats sur l'Exposé	Erreur ! Signet non défini.
Projet de Résolution	Erreur ! Signet non défini.
Communiqué final	Erreur ! Signet non défini.
Cérémonie de clôture	Erreur ! Signet non défini.
Annexes	7

Introduction.

La troisième réunion statutaire conjointe des Commissions « Genre, Enfants et Personnes vulnérables » et « Questions humanitaires et sociales » du Forum des Parlements des pays membres de la Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs (FP-CIRGL) s'est tenue le 23 novembre 2020 via la plateforme de conférence Zoom.

Y ont pris part :

La République d'Angola

- Hon. Isabel Malunga

La République du Burundi

- Hon. Jean Bosco Ntunzwenimana;
- Hon. Belyse Carine Dukundane.

La République du Congo

- Hon. Senator Jacqueline Solange Moundzalo.

La République du Rwanda

- Hon. Mukamana Elisabeth ;
- Hon. Senator Clotilde Mukakarangwa.

La République du Kenya

- Hon. Senator Sylvia Kasanga

La Zambie

- Hon. Moono Lubezhi;
- Hon. Doreen Mwape.

Le Secrétariat du FP-CIRGL

- Secrétaire général - Amb. Onyango Kakboa;
- La Responsable de programmes, Développement économique, Intégration régionale et Questions Sociales – Mme Winnie Kamau;
- Le Responsable de l'Informatique et Communication – M. Jeni Botha.

Note technique

- Avant la cérémonie d'ouverture, le Secrétaire général a informé les Membres que la Présidente de la Commission Genre, Enfants et Personnes vulnérables était malade et ne serait pas en mesure de présider la réunion. Il a ensuite demandé aux membres des deux bureaux des deux Commissions de présider la réunion, ce qu'ils ont gracieusement accepté. La réunion était coprésidée par l'Hon. Doreen Mwape du Parlement de la Zambie et l'Hon. Sénatrice Sylvia Kasanga, tous deux membres des bureaux des deux commissions, en tant que rapporteurs.

Cérémonie d'ouverture

La Cérémonie d'Ouverture a été animée par la Responsable de Programmes Développement économique, Intégration régionale et Questions humanitaires et sociales, et a été marquée par deux allocutions.

Mot de bienvenue du Secrétaire général du FP-CIRGL – L'Ambassadeur Onyango Kakoba.

Le Secrétaire général a souhaité la bienvenue aux membres des deux commissions à la réunion conjointe. Il a remercié les membres de la Commission d'avoir trouvé le temps d'assister à la réunion dans un contexte très difficile marqué par la pandémie de COVID-19.

Il a félicité le peuple et les Parlementaires élus de la République du Burundi en mai 2020 et de la République Unie de Tanzanie en octobre, respectivement pour la tenue d'élections réussies et pacifiques et a souhaité la bienvenue aux nouveaux membres de la Commission de la République du Burundi et du Sénat de la République du Rwanda respectivement. Il a également félicité le nouveau Président de l'Assemblée Nationale du Burundi qui est le Président en exercice du Forum et également le Président de l'Assemblée Nationale de la Tanzanie pour avoir conservé son siège.

Le Secrétaire général a demandé aux Membres d'observer une minute de silence en souvenir des personnalités décédées à savoir, S.E. Pierre Nkurunziza – l'ancien Président de la République du Burundi, S.E. Benjamin Mkapa – l'ancien Président de la République-Unie de Tanzanie, S.E. Pascal Lissouba – l'ancien Président de la République du Congo. Il a également informé les participants que le FP-CIRGL avait également perdu l'un de ses membres, l'Hon. Mendes Bartolomeu, membre de la Commission Paix et Sécurité, et 3 autres Députés du Parlement tanzanien.

Il a ensuite souhaité à la Présidente de la « Commission Genre, Enfants et Personnes Vulnérables » un prompt rétablissement. Il a également souhaité un prompt rétablissement à tous ceux qui ne se sentaient pas bien.

Il a informé les participants que cette réunion conjointe était la dernière des réunions de la Commission pour l'année 2020 et a également expliqué la décision de fusionner les deux Commissions car elles traitent de questions transversales et pour le moment, de nombreuses familles sont confrontées aux défis internes. Il a indiqué qu'il attendait avec impatience le partage d'expériences et les moyens de relever les défis rencontrés en matière de violence conjugale.

Il a informé les participants qu'en 2021, le Forum convoquera la 2e session extraordinaire de l'Assemblée plénière qui sera précédée par la 2e session extraordinaire du Comité exécutif qui se tiendra en février, et la 12e Assemblée plénière aura lieu en mars 2021, on l'espère.

Il a conclu ses remarques en remerciant tous les participants d'avoir trouvé le temps d'assister à la réunion et s'est réjoui des délibérations fructueuses.

Coprésident par intérim – L’Hon. Doreen Mwape.

Elle a souhaité la bienvenue à tous les membres des deux commissions à la réunion, affirmant que les temps sont très difficiles et qu'il est bon qu'ils aient pu se rencontrer même virtuellement. Elle a informé les membres qu'elle se participait à partir de sa circonscription et espérait que sa connexion serait cohérente, car c'est le défi auquel nous sommes confrontés, celui de la mauvaises connexions Internet. Elle a remercié tous les membres pour leur présence et a souhaité une bonne connexion Internet afin de pouvoir partager et apprendre les uns des autres.

Elle a ensuite officiellement ouvert la réunion et s'est réjouie des délibérations fructueuses.

Examen et adoption de l'ordre du jour

Le projet d'ordre du jour a été examiné et adopté sans aucun amendement.

Exposé

Le Responsable de programmes a fait un exposé sur "l'impact du COVID-19 sur les ménages : avec un accent particulier la violence conjugale.

Débats sur l'exposé

Après l'exposé et le projet de résolution, le Président a ouvert la séance aux interventions des membres.

République du Kenya

L’Hon. Sénatrice Sylvia Kasanga est intervenue, elle a dit que la réunion est arrivée à un moment merveilleux et a noté qu'elle était heureuse de s'engager sur cette plate-forme. Elle a remercié le SG et le PM pour l'organisation de la réunion. Elle a encouragé tous les participants à partager leurs expériences sur ce que leurs pays respectifs ont vécu car il est important de le faire.

Elle a indiqué que le Parlement du Kenya surveillait la situation de très près tout en rappelant qu'elle est la Présidente de la Commission Ad hoc sur le COVID-19 au Sénat du Kenya qui a été convoquée le mois de mars après la confirmation du premier patient. La Commission a commencé à travailler pendant le confinement alors que le pays était confiné avec des déplacements restreints à l'intérieur du pays et un couvre-feu mis en place. La Commission s'est concentrée sur les questions ayant trait à la santé, l'économie, l'accès à l'eau et à la nourriture.

Elle a noté que la santé mentale était l'une des questions qui devaient être longuement discutées, ajoutant qu'elle avait partagé son travail sur le Projet de Loi sur la Santé mentale lors d'une précédente réunion de la Commission en charge des questions humanitaires et sociales. Elle a indiqué qu'il y avait une recrudescence des problèmes de santé mentale provoqués par les tensions et les défis du confinement.

Elle a mentionné qu'une Commission de Pilotage National sur le Covid avait été désigné et avait utilisé une méthodologie pour identifier les défis auxquels la population était confrontée. En ce qui concerne l'accès aux établissements de santé,

elle a déclaré que le confinement avait rendu la situation très difficile car aucun médicament n'entrait au pays, ce qui augmentait le risque pour ceux qui souffraient d'autres conditions comme le VIH, le cancer, etc., rendant ainsi le niveau de désespoir encore plus élevé.

Elle a conclu son intervention en notant que des campagnes politiques sont en cours au sein des États membres de la CIRGL où de nombreuses personnes assistent à des rassemblements, augmentant ainsi le risque de contracter la maladie du COVID-19.

La République de Zambie

L'honorable Moon Lubezhi a déclaré qu'en Zambie, l'hôpital de référence avait ouvert une clinique pour traiter les cas de COVID-19. Le pays n'a pas fermé ses frontières car, en tant que pays enclavé, il dépend des marchandises en provenance des pays voisins. Concernant l'éducation, elle a déclaré que les écoles étaient fermées depuis longtemps et que le calendrier scolaire avait été modifié.

Le Parlement zambien fonctionnait virtuellement car les députés travaillaient à partir de leurs circonscriptions et recevaient des kits à emporter dans les zones rurales afin de pouvoir continuer à s'engager sur les questions nationales. Elle a noté que de nombreux cas de COVID ont été signalés dans les villes, ce qui a amené les habitants des zones rurales à croire qu'il s'agissait d'une maladie urbaine.

Elle a en outre noté que les PME avaient été fortement touchées par la fermeture des bars et des salons, affectant ainsi négativement les personnes défavorisées qui dépendent de ces entreprises pour leur subsistance. Elle a noté que maintenant les PME commencent à s'ouvrir et tentent de se redresser. Globalement, de nombreuses choses se sont produites qui se feront sentir pendant un certain temps.

La République du Congo

La Sénatrice Jacqueline Solange a déclaré que la violence conjugale était en augmentation et que les gens étaient en effet confrontés à des moments sans précédent et très difficiles. Elle a noté qu'il y avait des mesures en place pour protéger les gens contre la maladie et a donné un exemple selon lequel les marchés n'étaient ouverts que 3 fois par semaine pour réduire le nombre de commerçants et leurs clients.

Des campagnes de sensibilisation sont menées pour exhorter la population à respecter les mesures barrières mises en place. Elle a également mentionné qu'un confinement avait été institué et que le gouvernement cherchait des moyens de soutenir socialement les nombreuses personnes qui avaient perdu leurs moyens de subsistance.

La République du Rwanda

L'Hon Elizabeth Mukamana a déclaré qu'en raison du confinement, de nombreuses familles avaient été touchées. Elle a également mentionné qu'il existait des centres à guichet unique dans des hôpitaux qui traitent des cas de violence conjugale et sexuelle et a mentionné celui que la Commission Genre, Enfants et Personnes vulnérables avait visité lors d'une réunion tenue à Kigali en mai 2019.

L'aide du gouvernement était en train d'être formulée et la radio communautaire était devenue un bon moyen efficace d'envoyer des messages sur la maladie et de transmettre des messages simples sur le lavage des mains et d'évitement des foules.

La République du Burundi

L'Hon. Jean Bosco Ntunzwenimana a remercié le SG et les membres pour avoir observé une minute de silence en mémoire de S.E. Pierre Nkurunziza. Il a ensuite poursuivi en disant que le COVID-19 a créé une situation très grave au Burundi. Des mesures de confinement ont été instituées et ont ensuite été levées avec prudence en s'assurant que des tests étaient effectués à l'arrivée et que des protocoles de quarantaine stricts étaient en place.

Des campagnes de sensibilisation sur la maladie et des mesures de protection ont continué à être mises en œuvre dans tout le pays qui partage des frontières avec la Tanzanie, la RDC et la Zambie.

L'Hon. Belyse Carine Dukundane a noté que les gens souffraient vraiment et que de nombreux foyers étaient perturbés et a demandé ce que les gouvernements faisaient pour les personnes touchées par la pandémie de COVID-19.

La République d'Angola

Il y a eu un problème technique avec la traduction portugaise et le Président a demandé que les commentaires soient soumis au Secrétariat par écrit pour être inclus dans le rapport.

Comme la plupart des États membres de la Région des Grands Lacs, l'Angola a enregistré une augmentation des cas de violence conjugale pendant le confinement social en raison de la pandémie de Covid-19.

Selon les données publiées par le Ministère de l'Action sociale, de la Famille et de l'Autonomisation en Genre (MASFAMU), l'Angola a enregistré 3 950 cas de violence conjugale entre janvier et novembre 2020. Il convient de mentionner que la plupart des cas de violence conjugale ne sont pas signalés, ce qui nous amène à considérer que le nombre présenté n'est qu'un échantillon de la réalité.

Projet de Résolution

Cela a été présenté pour examen par la Responsable de Programmes.

Le Responsable de Programmes a été félicité pour le projet de résolution avec très peu d'ajouts, celui-ci sera peaufiné et partagé avec les parlements respectifs pour finalisation et pour adoption lors de la 11e session de l'Assemblée plénière.

Communiqué final

Celui-ci a été adopté sans aucune modification après lecture par le Responsable du Programme.

Cérémonie de clôture

L'Hon. Doreen Mwape a remercié tous les participants d'avoir assisté à cette réunion importante dans un contexte sans précédent et a noté la nécessité d'améliorer nos solutions et notre infrastructure TIC, comme en témoignent les défis de connectivité rencontrés lors de la réunion. Elle était heureuse que les expériences aient été partagées et a noté qu'il y avait un processus d'apprentissage les uns des autres. Elle a conclu ses remarques en souhaitant toutes les Bénédictiones divines et un Joyeux Noël pleine de Miséricorde.

L'Hon. Sénatrice Sylvia Kasanga a également remercié tous les participants d'avoir partagé leurs expériences et a fait écho des observations de l'hon. Mwape selon lesquelles ils ont beaucoup appris les uns des autres. Elle a exprimé le vœux de voir les prochaines réunions se tenir en présentiel, même si on utilisait des moyens virtuels, il était toujours agréable de se voir. Elle a conclu ses propos en disant que nous sommes résilients et que nous devons poursuivre les efforts pour nous protéger les uns les autres.

Annexes



FORUM DES PARLEMENTS DES ETATS MEMBRES DE LA CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LA REGION DES GRANDS LACS (FP-CIRGL)

Réunion conjointe des Commissions « Genre, Enfants et Personnes vulnérables » et « Questions humanitaires et sociales »

Réunion virtuelle – Le 23 novembre 2020

14:00-1600 Heure de Kinshasa (GMT+1)

Projet d'ordre du jour

1. Cérémonie d'ouverture ;
2. Examen et adoption de l'ordre du jour ;
3. Exposé sur les « Changements sociaux auxquels sont confrontés les ménages en raison du COVID-19 : focus sur la violence domestique » ;
4. Examen et adoption du projet de Résolution ;
5. Examen et adoption du Communiqué final ;
6. Cérémonie de clôture.



Communiqué Final

**Réunion conjointe des Commissions “Genre, Enfants et Personnes Vulnérables” et “Questions humanitaires et sociales” du Forum des Parlements des Pays Membres de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs
(FP-CIRGL)**

Réunion virtuelle – Le 23 novembre 2020

- **Vu** les dispositions de l'article 48 de l'Accord interparlementaire instituant le Forum des Parlements des Etats membres de la Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs signé à Kigali, Rwanda le 4 décembre 2008 ;
- **Reconnaissant** l'importance de la mise en œuvre du Plan d'action 2019-2020 du FP-CIRGL qui a été adopté lors de la 10ème Assemblée plénière tenue du 4 au 7 décembre 2019 à Bujumbura, la République du Burundi ;
- **Apprécient** la participation des représentants des Parlements des Etats membres de la CIRGL à savoir la République d'Angola, la République du Burundi, la République du Congo, la République du Kenya, la République du Rwanda et la République de Zambie respectivement ;
- **Apprécient en outre** la coprésidence de la réunion par les membres des Bureaux des deux Commissions de la République du Kenya et de la République de Zambie respectivement ;
- **Reconnaissant et prenant conscience** des défis sociaux auxquels sont confrontés les États membres de la CIRGL en raison de la pandémie de COVID-19 ;

La réunion conjointe a :

1. **Salué** les initiatives prises par les Chefs d'État et de gouvernements pour protéger leurs citoyens pendant la pandémie de COVID-19 ;

2. **Pris note** du contenu de l'exposé sur « l'Impact du COVID-19 sur les ménages : mettant l'accent sur la violence conjugale » par le Responsable de programmes du FP-CIRGL ;
3. **Reconnu** que la pandémie de COVID-19 a eu des effets néfastes sur le monde entier et que notre région a également ressenti ces effets, **reconnaissant** que le nombre d'infections et de décès n'ait pas été aussi élevé que celui enregistré dans d'autres parties du globe ;
4. **Noté** avec préoccupation que les cas de violence conjugale pendant cette pandémie ont provoqué une détresse supplémentaire dans les ménages et que de nombreux incidents affectant les ménages ont été signalés ;
5. **Partagé** les effets sociaux de la pandémie dans les États membres respectifs et a noté avec inquiétude que de nombreuses autres stratégies devront encore être mises en place pour aider les ménages, en particulier ceux des bidonvilles et des zones de peuplement ;
6. **Exhorté** les États membres à réévaluer les systèmes de santé dans les pays respectifs, y compris le renforcement des capacités du personnel médical ;
7. **Encouragé** les États membres à employer des stratégies de sensibilisation et les Parlements membres à **plaider** en faveur de la mise à jour des lois pour mettre fin à toutes les formes de violence conjugale ;
8. **Demandé** qu'une attention particulière soit accordée aux problèmes croissants de santé mentale, comme en témoignent les expériences partagées par les membres au cours de la réunion ;
9. **A en outre exhorté** les États membres à continuer de fournir des aides économiques et sociales aux familles, en particulier celles des bidonvilles et des colonies de peuplement ;
10. **Plaidé** en faveur de l'utilisation de solutions TIC et la modernisation de l'infrastructure en tant que nouveau moyen de communication et de leur mise en œuvre et utilisation même dans le domaine médical ;
11. **Résolu à** faire en sorte que le rôle des Parlements continue d'être celui de parler au nom des populations qu'ils représentent ;
12. **Exprimé** sa gratitude au Secrétaire général et au secrétariat du FP-CIRGL pour l'organisation de la réunion, en particulier pendant cette période difficile de la pandémie de COVID-19.

Fait le 23 novembre 2020

Co-Présidents de la Réunion :

Hon. Doreen Mwape
Rapporteur- Commission Questions humanitaires et sociales

Hon. Sénatrice Sylvia Kasanga -
Rapporteur – Commission Genre, Enfants et Personnes Vulnérables